

L'Otan, c'est la guerre et la corruption (p. 3)



ÉDOUARD BÉNARD

p. 1

Communistes

(1060) • 29 octobre 2025

Vidéo

« Nos jeunes ne seront plus la variable d'ajustement »
Question sur l'apprentissage

**Municipales,
les communistes
à la campagne
(p. 4)**

Une forme éclatante

« Les marchés sont dans une forme éclatante. » On trouve en pagaille ce genre de phrases dans la presse économique ces jours-ci. « C'est à n'y rien comprendre » ajoutent les mêmes commentateurs qui font l'âne pour avoir du foin. Car il ne suffit pas de dire qu'il y a divorce entre la logique capitaliste et l'intérêt général. Il faut sans doute préciser que c'est PARCE QUE le pays souffre que le capitalisme triomphe. Il tire parti de la crise qu'il engendre. La version 2.0 en somme du proverbe sur le malheur des uns et le bonheur des autres. ☺

Gérard Streiff

Souscription (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

les moyens d'intervenir »

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à **Léna Mons** < lmsons@pcf.fr>



chantalmontellier@free.fr



lundi 27 octobre 2025

30 octobre, à partir de 14 h 30 : Fabien Gay sera présent à Bordeaux le 30 octobre pour participer à un débat public organisé par la CGT. 211 milliards d'euros/an distribués par l'État en aides publiques, dont 80 milliards d'exonérations de cotisations. Comment conditionner ces aides ? Pourquoi les exonérations sont-elles bien des aides publiques ?... Mairie de quartier Place de l'Europe (bâtiment Mairie/Poste), Bordeaux (33)

7 novembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Le jacobinisme a-t-il existé ? Avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, historiens chercheurs (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS). Entre autres livres, ils ont publié ensemble *Haro sur les Jacobins : essai sur un mythe politique français : XVIIIe-XXIe siècle* (éd. Puf 2025). Lieu Unique, Nantes (44)

7 novembre, à partir de 18 h 30 : Franck Marsal fera une présentation, suivie d'un débat du livre, *Quand la France s'éveillera à la Chine*, écrit avec Danielle Bleitrach, Marianne Dunlop et Jean Jullien. Fédération de la Gironde, Bordeaux (33)

9 novembre, à partir de 11 h 45 : La fédération du Haut-Rhin fête les 80 ans de la Sécurité sociale, invités Léo Rossel, Patrick Heidmann président du régime local d'assurance maladie Alsace Moselle. Un couscous sera servi, sur inscription. Salle Léo-Lagrange, Wittenheim (68)

15 novembre, à partir de 10 h : Débat organisé par la section Arize-Lèze avec Igor Zamichiei, dirigeant national du PCF : « Injustice sociale, déni de démocratie, menace de l'extrême droite... La solution ? Une politique de gauche ! » Les partis de gauche sont invités. Le débat sera suivi d'un apéritif et d'un repas fraternel. Salle du Langoust, Sabarat (09)

15 et 16 novembre : Fête de l'Humanité Normandie. Les militantes et militants du journal vous donnent rendez-vous pour deux jours de fête, de politique, de débats, d'expo et de concerts avec Asian Dub Foundation, Marcel et son orchestre, The Congos, Radix, Soul Trip et bien d'autres encore. Bon de soutien militant à 20 € auprès des communistes des fédérations de Normandie. Parc des expositions, Rouen (76)

16 novembre, à partir de 9 h : Assemblée des femmes, PCF Isère, « Femmes et communistes, nos vies, nos combats : quels enjeux, quelles luttes, quelle organisation ? », en présence d'Elsa Siffert, de la commission nationale Droits des femmes et féminisme. Travaux de groupes, propositions, et table de livres avec la librairie Notre temps. Toutes légitimes, inscription des adhérentes auprès des sections. [Contact@pcf-isere.fr](mailto>Contact@pcf-isere.fr), 38 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Moussavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Salle 1901, Trappes (78)

29 et 30 novembre : Le marché de Noël solidaire girondin accueillera le public le samedi 29 de 10 h à 18h30 et le dimanche de 10 h à 16h30. Salle Jean-Lurçat, Bègles (33)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

3 novembre, à partir de 18 h : Temps de l'enfant : vraies questions, faux débats : Entretien en visioconférence avec Stéphane Bonnery. Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_YKCpUu5aR6qAqMcblTikNQ#/registration

7 novembre, à partir de 18 h : Séance 2 des Ateliers d'histoire du communisme : Les internationales ouvrières et l'enjeu du Front populaire. À la Fondation Gabriel-Péri, tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin). Inscription en présentiel : inscription@gabrielperi.fr

Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_1L2IBc9wSoelq3Dm8YFcbA#/registration

8 novembre, à partir de 9 h : Banlieues rouges, Banlieues vivantes. Journée histoire et héritages. Organisée par le musée de l'histoire vivante et l'association Promnesie, ce premier événement de la saison sur les couleurs du travail et des luttes reviendra sur l'histoire de la banlieue rouge et les héritages culturels de la banlieue industrielle, ouvrière et populaire. En partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri, Ciné-Archives, le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, les Cousins, Seine-Saint-Denis Tourisme, les Éditions Libertalia, les Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique. Débats / Déjeuner / Concert

Réservation :

<https://www.helloasso.com/associations/promnesie/evenements/journee-conferences-ete-1944-la-liberation-paris-banlieue-est-montreuil-2>

14 novembre, à partir de 18 h : Classes populaires et syndicalisme : quelles reconfigurations ? Entretien avec Sophie Béroud, réalisé par Jean-Marie Durand sur Cairn, en collaboration avec la Fondation Gabriel-Péri. Inscription : <https://shs.cairn.info/rencontre-classes-populaires-syndicalisme?lang=fr>

L'OTAN, c'est la guerre... et la corruption

Alors que le gouvernement français appelle à doubler les dépenses d'armement et que le président Trump impose aux pays de l'Union européenne d'acheter ses armes, des affaires de corruption dans l'industrie militaire éclatent au grand jour ! La France doit saisir la justice au plus vite et mettre fin à ces magouilles, à ces marchés publics truqués, à cette vassalisation de nos finances publiques au service de l'OTAN. C'est urgent !

En effet, un consortium de journalistes européens révèle l'ampleur des marchés publics truqués et de la corruption qui touchent l'OTAN. Des médias français, belges et néerlandais ont enquêté sur les pratiques obscures de la NSPA (Agence OTAN de soutien et d'acquisition) qui est le prestataire de services de l'Alliance atlantique chargé de l'achat du matériel militaire pour les 32 pays membres de l'OTAN. La NSPA siège en plus dans le paradis fiscal du Luxembourg et dispose de plusieurs centres opérationnels, notamment en France, en Hongrie et en Italie.

Les révélations sont édifiantes : agents corrompus, industriels véreux, valises de billets... Voilà certainement la véritable raison pour laquelle le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, s'est retrouvé dans le bureau ovale, face à D. Trump, mardi dernier. D'ailleurs, l'administration américaine a décidé de clore d'autorité les enquêtes. Voilà ce qui se produit quand la justice passe sous la coupe d'un gouvernement.

Le Président américain utilise tous les moyens pour



imposer le doublement des dépenses militaires en 20 ans en Europe d'ici à 2035..., et pour en profiter au maximum !

Pendant qu'E. Macron mène une politique insupportable contre les Français, ferme des écoles, des lits dans nos hôpitaux, demande aux retraités de se saigner les veines, l'argent public coule à flots pour le surarmement et pour les marchands de canons qui font du profit sur la guerre.

Stop à la corruption ! Ne laissons pas les marchands de canons pourrir nos vies et la vie de nos enfants !

Le PCF interpelle la ministre des Armées Catherine Vautrin et lui demande de saisir la justice concer-

nant ces affaires de corruptions.

L'Agence des participations de l'État doit être saisie au regard des nombreuses entreprises issues de notre Base industrielle et technologique de défense (BITD) dans lesquelles l'État français a des participations.

Ce scandale de corruption souligne à nouveau l'urgence pour la France de refonder sa politique de défense et de reconstruire un pôle public de défense en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, rompant avec la servilité envers les intérêts des industriels mais fondé sur les intérêts de la défense nationale sous contrôle de la nation. La France doit sortir du commandement intégré de l'OTAN, première étape vers la sortie et la dissolution de l'OTAN dans le cadre de la constitution d'un espace pan-européen de sécurité collective. *

Fabien Roussel

22 octobre 2025



Cliquez pour accéder à la Revue

Les communistes à la campagne...

Loin des tumultes de la vie citadine, la commune de Cérilly est située dans le département de l'Allier, à environ 40 minutes de la ville principale, Montluçon. Avec 1 325 âmes, Cérilly est la principale commune du Pays de Tronçais et siège de la Communauté de communes du même nom qui regroupe 7 450 habitants.

Notre activité économique est plurielle, l'agriculture, le bois, le tourisme... et le service public, à travers notamment l'EHPAD et nos écoles.

Notre population est plutôt vieillissante, nous attirons beaucoup de jeunes retraités en quête de calme, avec toutes les commodités essentielles, attirés aussi par un prix de l'immobilier abordable. De fait et grâce à notre cadre de vie, nous stabilisons notre population dans un contexte de baisse démographique qui touche une trop grande partie de la campagne française.

À notre arrivée en 2020 à la tête de la municipalité, nous avons souhaité apporter un nouveau souffle avec une équipe diversifiée où la plupart des membres sont des actifs dans un milieu rural plutôt conservateur, craignant le changement. Ce qui peut être également vrai pour les militants du secteur, souvent issus du monde agricole. Sur ce dernier point, les pratiques agricoles et les pensées ont évoluées si vite que l'on a du mal à se retrouver dans ce système bien éloigné du « bon sens » paysan.

Nous pouvons compter sur un tissu associatif dense, aussi bien dans le milieu sportif, culturel ou social. C'est un véritable levier d'attractivité et de dynamisme eu égard à notre population. Environ 40 associations,



plus de 1 000 adhérents, cérillois ou des alentours. Nous avons poussé pour faire plus, afin de prendre le contre-pied des clichés de notre société sur l'absence d'activités en zone rurale.

C'est ainsi que dans le cadre des politiques de revitalisation initiées par les services de l'État, nous avons aménagé un tiers lieu, devenu « le Rouetton » (petit chemin en patois bourbonnais), en concertation avec les autres associations et la population. Au terme de plusieurs dizaines de moments d'échanges, le Rouetton accueille depuis mai dernier, dans un local du centre-bourg, un espace de vie sociale où les bénévoles apportent leurs contributions en fonction de leurs compétences. C'est aussi bien du sport que des ateliers créatifs, des ateliers d'éveil pour nos enfants et d'accompagnement pour nos ainés. Le lieu possède aussi un espace de télétravail.

L'endroit qui est ouvert tous les jours est un point de rencontre autour de la philosophie du partage. Une idée simple : faire ensemble.

Être élu en milieu rural, plus qu'ailleurs, c'est être en contact direct avec la population, faire preuve d'ou-

verture, écouter, aider, accompagner... Dans un contexte de difficultés sociales croissantes, en témoigne l'activité des « Restaurants du cœur » et de « l'Épicerie solidaire ».

Il nous faut être vigilant à l'accroissement exagéré de « l'agri-voltaïsme », les panneaux solaires en plein champ. Les promoteurs de ce secteur prennent nos prairies pour une manne financière sous couvert de la pérennité des exploitations et du « business vert ». Quid de nos paysages demain recouverts de panneaux ? Les citoyens se montrent mobilisés et nous avons accompagné une lutte de plusieurs mois pour sauver un bout de notre bocage. Cette mobilisation citoyenne a permis d'appliquer la démocratie à travers des échanges promoteurs-habitants pour la compréhension de ce projet qui ne verra finalement pas le jour. Un vrai sujet dans nos territoires ruraux.

Entre autres sujets sur la désertification médicale, sur le logement, le transport, le soutien financier de l'État, l'emploi ou nos services publics...

Parce que l'avenir est à la campagne, nous avons des préjugés à faire sauter et des atouts à valoriser.★

Fabien Thévenoux



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Une purge de 100 milliards

J. Bardella a adressé récemment une « lettre aux entrepreneurs » où il explique aux patrons comment le Rassemblement national (RN) réglerait le problème du budget. C'est pas très compliqué, selon lui : Il faudrait « réduire la mauvaise dépense publique » de plus de 100 milliards d'euros (le même chiffre que François Fillon en 2016), un chiffrage sur cinq ans, dans la perspective où le RN arriverait à Matignon. (Les chiffres de contre-budget 2025 présentés jeudi dernier par ce parti s'inscrivent dans ce cadre).

Et par « mauvaise dépense publique », le RN veut dire notamment : économiser sur l'immigration, freiner l'aide aux pays en développement, « mettre fin au millefeuille administratif ainsi qu'au coût exorbitant de la bureaucratie d'État ».

Arrêtons-nous à cette dernière proposition car c'est la plus ambitieuse de son programme, 30 milliards d'euros. Réduire le rôle de l'État, cela veut dire « une baisse globale du nombre de fonctionnaires, notamment par le non-remplacement de certains départs à la retraite ». Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, devenu l'économiste-en-chef des nationalistes, ajoute : « Nous assumerons une rupture forte en matière de politiques publiques. La santé, l'éducation et les collectivités sont les trois grands pourvoyeurs d'emplois publics, donc trois sources de réorganisation majeures. » C'est la première fois que le RN admet cette purge. Ce serait intéressant de savoir ce que ses électeurs en pensent. Rappelons pour mémoire qu'aux légis-



latives du 7 juillet 2024 le RN réunissait 36 % des suffrages dans la fonction publique d'État, 39 % dans la fonction publique territoriale, et 41 % dans le versant hospitalier. Réduire le rôle de l'État, c'est aussi pour le RN supprimer deux échelons territoriaux, les régions et les communautés de communes, s'en prendre à la politique de formation professionnelle, d'apprentissage, aux subventions aux associations, à la politique du logement, sans oublier la privatisation de l'audiovisuel public. Moins d'État et moins d'impôts... pour les patrons et

les dominants: J. Bardella confirme la conversion du RN à l'orthodoxie libérale. « Nous proposons un choc fiscal positif par l'allègement massif des impôts de production afin de les réduire de 20 %, réalignant ainsi la France sur ses partenaires européens. » Pas question de revenir sur les baisses d'impôts aux entreprises opérées par Macron, pas question de toucher aux aides publiques aux entreprises, les désormais fameux 211 milliards d'euros.

Une orientation libérale donc, mais pas question non plus pour le RN d'effacer son affichage social. Il continue sans vergogne de promettre une baisse tous azimuts de la TVA et de prôner la retraite à 60 ans, même s'il se dit qu' « en interne » cette proposition commence à être contestée.

Avec le RN, on touche pas aux gros et on prétend défendre les petits. Drôle de gymnastique qui est une constante des fachos français (Sous Vichy, les partis collabos se montraient défenseurs des travailleurs français). Marine le Pen résume bien ce mélange des genres en répétant ces derniers temps (à la différence de J. Bardella) que le RN n'est ni de droite ni de gauche. C'est juste : il est d'extrême-droite.❶

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Fête de section

Pour sa 5^e édition, la fête de la section de Villeurbanne du PCF s'est tenue le samedi 25 octobre au Centre culturel de la vie associative.

Le débat sur le thème « Communisme municipal : Quelle place à gauche ? » a été enrichi par les interventions des invités :

- Philippe Rio, maire de Grigny (Essonne). (Élu « Meilleur Maire du monde » pour son action contre la pauvreté après le Covid).
- Amandine Demore, maire d'Échirolles (Isère). (Son portrait était dans la dernière page de l'Humanité du 15 octobre).
- Léna Arthaud, professeure des Écoles, élue à la Métropole de Lyon.

Devant une belle assemblée de camarades, et avant un programme festif - entre chansons, musique, couscous -, ils ont exposé durant deux heures leurs missions, souvent complexes et difficiles, à confronter les projets au réel.

Un sujet commun : Que faire lorsque État, Région, Département se désengagent ?

Le retour d'expérience des deux communes a permis à l'assistance de découvrir les réalisations ambitieuses des mairies communistes.

Pour Amandine Demore : l'étude et la mise en place d'une mutuelle sociale, le projet de création d'un commissariat, réitérer le besoin essentiel d'une Police de proximité. « Mettre la population en sécurité est une exigence ».

Pour les deux communes : le problème du narco-



trafic, devenu grave et lourd pour les habitants et les élus des deux communes.

Léna Arthaud relate les missions que se donne le groupe communiste à la Métropole de Lyon et en particulier celle conduite par Michèle Picard, maire de Vénissieux, relative aux Arrêtés d'expulsions.

Il fut question aussi d'écologie urbaine, de transports, d'écoles, de patrimoine, de vie quotidienne. De leur « besoin d'être utile ». Autant de sujets partagés avec la salle.

Le débat a été clôturé par l'intervention des associations invitées, dont le Secours populaire, le Mouvement de la paix et les Jeunes Communistes du Rhône.

Mais la fête n'était pas finie pour autant ! Les participants ont pu continuer la soirée et partager un moment convivial animé par un groupe de musique cubaine puis un DJ Set.✿

Sonia Bove , Fares Sellaouti

Philippe Aghion ou les égarements du social-libéralisme

Philippe Aghion a eu la chance d'avoir des parents communistes. Ce n'est toutefois pas sa jeunesse militante qui l'a aidé à mériter le « prix Nobel d'économie », ou plutôt, le prix de sciences économiques décerné par la Banque de Suède dans le but, disent les mauvais esprits, de faire croire au monde entier, l'espace d'une journée, que l'économie serait une science de la nature comme la physique ou la chimie, et non une science des sociétés humaines dans leur développement historique.

De fait, le professeur au Collège de France et son collègue Peter Howitt ont été récompensés pour avoir mis en équations les vues du penseur austro-américain Joseph Schumpeter, aussi réactionnaire que génial, qui attribue aux « entrepreneurs » et à leur œuvre de « destruction créatrice » le mérite du progrès économique au cours de l'histoire du capitalisme.

Il est tout aussi vrai que Philippe Aghion se réclame d'une philosophie politique un peu différente, se voulant attentive à concilier le pouvoir des « entrepreneurs », y compris quand ils jouissent d'un monopole, avec le bien-être général ; en somme à s'attacher à ce que le « renard libre », une fois entré dans le « poulailler libre », y fasse le bonheur de ses occupantes.

C'est, peut-on penser, ce qui l'a conduit à jouer un rôle de conseiller du Prince, auprès de François Hollande, puis d'Emmanuel Macron qu'il avait côtoyé,



sous Sarkozy, au sein de la commission Attali « pour la libération de la croissance française », et dont il a fortement inspiré le programme économique. Vu les effets économiques et sociaux des politiques menées par les deux derniers locataires de l'Élysée, on ne s'étonne donc pas de retrouver son influence dans des inventions aussi perverses que celle du CICE, ou de le voir présider, en 2024, le « Front économique » du MEDEF avec Patrick Martin.

De l'adhésion aux défunts modèles suédois ou danois à la justification, au XXI^e siècle, des politiques inspirées par les exigences les plus féroces du capital, il n'y a qu'un pas que l'économiste couronné en 2025 n'est pas le premier à avoir franchi, et que son soutien récent à la « suspension » de la réforme des retraites n'a nullement remis en cause.★

Denis Durand



Projet de loi de Finances 2026 : le spectre de la récession !

Jean-Marc DURAND

membre du conseil national - PCF

Les lendemains du 14 juillet, journée de fête nationale pour commémorer la Révolution française de 1789, ont cette année un goût amer pour des millions de Françaises et de Français, après le catalogue de mesures, toutes plus réactionnaires les unes que les autres, débité par François Bayrou le 15 juillet.[...]

continuer la lecture sur :

www.economie-et-politique.org/



**-200€
PAR MOIS**

pour tous les apprentis en 2026

JC MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

À lire sur jeunes-communistes.fr

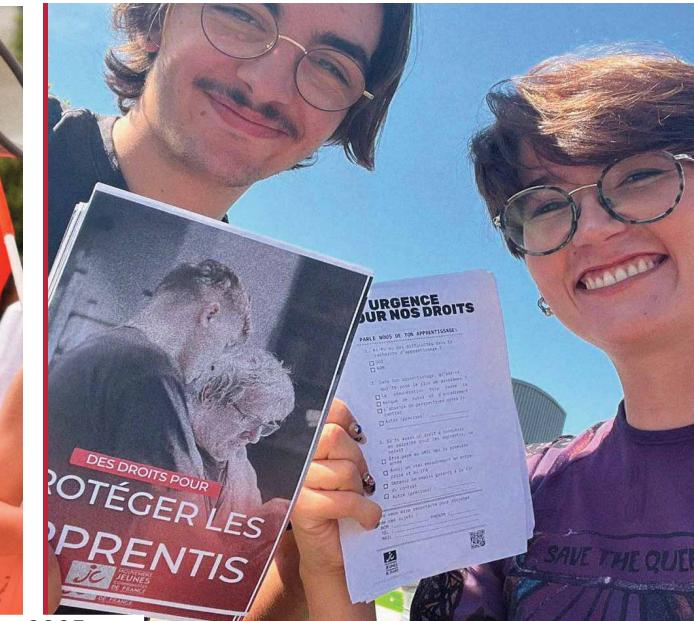
BUDGET 2026

APPRENTIS
Macron baisse ton salaire et ton patron ne t'aidera pas !

(1060) • 29 octobre 2025

GRILLE DES RÉVISIONS DES SALAIRES

	1 ^{ere} année	2 ^e me année	3 ^e me année
-18 ans	385€ -101€	556€ -146€	784€ -188€
18-20 ans	613€ -161€	727€ -188€	956€ -188€
21-25 ans	756€ -188€	870€ -188€	1113€ -188€
+26 ans	1456€ -188€	1456€ -188€	1456€ -188€



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse:

Ma remise d'impôt sera €
de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Une nouvelle vague de manifestations anti-Trump

Ce samedi 18 octobre, la société civile américaine s'est rassemblée pour la seconde itération des manifestations « No Kings », littéralement « Pas de rois ». Ce mouvement est soutenu par une grande diversité d'organisateurs ; il réunit des syndicats plutôt ancrés dans le service public et dans les États progressistes, des organisations satellites du Parti démocrate, des associations environnementales et de nombreuses autres associations à but unique (lutte contre le port d'arme, pour une assurance-maladie universelle, pour la défense des droits LGBTQ+...). C'est un succès, plusieurs millions de manifestants ont été recensés dans des milliers de villes, dont des petites et moyennes agglomérations. L'ambiance était détendue et joyeuse, d'abord parce que c'était la première occasion depuis longtemps pour la gauche américaine de se retrouver, mais surtout parce que tout autre comportement aurait été sévèrement puni.

L'assassinat du militant et influenceur républicain conservateur le 10 septembre 2025 a donné du grain à moudre à la lutte politique de Donald Trump. Le 22 septembre, la Maison-Blanche déclare

par ordonnance présidentielle (executive order) qu'*Antifa* serait catégorisée comme organisation terroriste, autorisant ainsi l'utilisation de tous les moyens nécessaires pour démembrer et réprimer cette organisation. Un geste symbolique tout aussi important qu'*Antifa* n'existe pas au sens organisationnel du terme. Il n'y a pas de coordination structurée ni de sources de revenus régulières comme l'administration Trump aimerait le faire croire. Cette construction narrative de l'ennemi de l'intérieur permet à l'administration d'utiliser toutes les forces en son pouvoir pour réprimer les manifestations qui déraperaient un tant soit peu.

C'est donc tout l'enjeu pour la résistance de la société civile : organiser un mouvement social assez puissant pour peser dans le rapport de force, tout en se démarquant des actions qui peuvent être perçues comme trop radicales et réprimées comme telles. Mais le fond du problème est ailleurs. Le problème majeur de la résistance à Trump, c'est qu'elle reste sans mot d'ordre. Son objectif est de capitaliser sur le rejet de Trump qui existe naturellement dans la société, tout en espérant que son impopularité progresse d'elle-même. L'alliance





sociale qui constitue cette résistance ne peut pas proposer de projet alternatif qui ne soit pas un énième retour en arrière vers le Parti démocrate fossilisé. Ce n'est pas dû à un manque de volonté, mais d'intérêts de classe trop divergents au sein même de cette résistance.

Une opportunité de dépassement de ce blocage se présentera le mardi 4 novembre, la date de l'élection municipale de la ville de New York. Le candidat socialiste Zohran Mamdani est bien parti pour remporter la ville. Sa victoire lors de la primaire et son avance notable dans les sondages démontrent la popularité de ses propositions sociales : le développement sans précédent de logements sociaux, l'augmentation du salaire minimum, l'universalité du service municipal de garderie... Cette victoire se fera après le maintien provocateur de son adversaire démocrate, déchu de la primaire et ancien gouverneur de l'État, Andrew Cuomo. Ce fait n'est pas anodin, Zohran incarne l'unité et la combativité de la classe travailleuse newyorkaise, mais il est en

plus vu comme le pourfendeur du conservatisme démocrate dans ses plus hauts rangs. Espérons que sa stature de maire lui donne l'occasion d'approfondir cet héritage fragile et d'unir un espoir par-delà sa ville autour d'un projet social transformateur et universel.★

Alec Desbordes,

membre de la commission
des Relations Internationales



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichieff (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mél: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**